



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE
de respecter certaines dispositions applicables à ses installations sises à ATTON**

N° 2024-0260
AIOT : 000207919

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu l'arrêté Préfectoral n°2008-301 du 29/01/2008 autorisant l'exploitation d'une plateforme d'entreposage ;

Vu l'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, et notamment l'annexe II Point 1.4.I, 13, 14 et 23 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé GK/IA/2032_2024 en date du 26 juillet 2024 faisant suite à la visite réalisée le 3 juillet 2024 sur le site que la société DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE (DSC) exploite à ATTON, rue Frédéric Mansuy ZAC d'Atton Nord ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 26 juillet 2024, envoyé en recommandé avec accusé/réception, informant la société DSC, conformément à l'article L. 171-6 du Code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés, des suites proposées et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu la réponse de l'exploitant du 28 août 2024 mentionnant l'absence de remarque sur les documents transmis ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter l'annexe II Point 1.4.I de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017 visant l'état des stocks simplifié ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 3 juillet 2024 que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks simplifié correspondant à la prescription ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter l'annexe II Point 13 de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017 visant la réalisation d'un exercice de défense contre l'incendie ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 3 juillet 2024 que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un compte-rendu d'exercice de défense contre l'incendie de moins de trois ans ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter l'annexe II Point 14 de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017 visant la réalisation d'un exercice d'évacuation ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 3 juillet 2024 que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un compte-rendu d'exercice d'évacuation de moins de six mois ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter l'annexe II Point 23 de l'Arrêté Ministériel du 11/04/2017 visant le plan de défense incendie ;

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 3 juillet 2024 que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan de défense incendie complet ;

Considérant en conséquence que les dispositions réglementaires considérées précédemment ne sont pas respectées, et qu'il revient à l'exploitant d'y remédier ;

Considérant que cette situation est de nature à présenter des dangers et inconvénients pour la sécurité de l'installation, la protection de l'environnement et la santé publique, intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant les termes de l'article L.171-8 du Code de l'environnement « I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRÊTE

Article 1 : Champ et portée du présent arrêté

La société DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE, désignée ci-après « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 2 avenue des Charmes – ZAC du Parc Alata – 60550 – VERNEUIL-EN-HALATTE, est mise en demeure de respecter, pour ses installations sises rue Frédéric Mansuy – ZAC d'Atton Nord – à ATTON (54700), les dispositions des articles suivants, dans les délais associés.

Article 2 :

Sous 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions du point 1.4.I de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en établissant son état des stocks simplifié.

Article 3 :

Sous 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions du point 13 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en réalisant un exercice de défense contre l'incendie et en transmettant le compte-rendu.

Article 4 :

Sous 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions du point 14 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en réalisant un exercice d'évacuation et en transmettant le compte-rendu.

Article 5 :

Sous 3 mois, l'exploitant respecte les dispositions du point 23 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11/04/17 susvisé en établissant son Plan de Défense Incendie.

Article 6 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer à cette injonction, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 : Voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal Administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Article 8 : Exécution et information

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société DISTRIBUTION SANITAIRE CHAUFFAGE

et dont une copie sera adressée à :

- Madame le maire de Atton

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée de deux mois en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy le 10 SEP. 2024

Le Préfet,

Françoise SOULIMAN